

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 17 avril 2013 relative au projet de déploiement du système de comptage évolué de GrDF

Observations de la FNCCR sur la proposition de la CRE du 17 avril 2013

Question 1 : Êtes-vous favorable aux modalités de déploiement envisagées par GrDF dans le scénario de référence (durée, volume etc.) ?

Les modalités de déploiement envisagées par GrDF semblent ambitieuses et évaluées dans le meilleur des cas, dès lors peut se poser la question des difficultés qui pourraient ne pas manquer pas de survenir en vraie grandeur lors de la réalisation opérationnelle du projet. Cela étant, la FNCCR salue le travail effectué en termes de clarté et de planification. L'argument sur le refus d'installation du compteur évolué par le consommateur peut paraître réel mais GrDF réussit bien à moderniser le parc sans difficulté apparente.

Question 2 : Quel est votre point de vue sur les besoins de coordination des deux projets de compteurs évolués en gaz et en électricité ?

La FNCCR tient à rappeler qu'elle a milité dès le démarrage des projets de compteurs évolués pour une mutualisation possible entre l'électricité et le gaz, en particulier en termes de coût. Cet aspect avait été laissé à l'écart du fait des résultats de l'étude technico-économique. Lors des débats, dans le cadre du Comité de suivi mis en place par la Ministre, ce sujet a été remis en avant à la demande de plusieurs parties prenantes dont la FNCCR. La FNCCR soutient donc la nécessité d'une convergence de vue entre les projets de compteurs évolués et souhaite que les retours d'expérience des uns puissent servir aux autres et réciproquement ainsi que toutes mutualisations possibles, notamment celles qui viseraient à une diminution des coûts.

Question 3 : Quel est votre point de vue concernant l'appréciation des gains de MDE liés à la mise en œuvre du système de comptage évolué de GrDF ?

La FNCCR est consciente du faible gain potentiel en termes de MDE, de l'ordre du pourcent, et considère cohérente l'estimation avancée. En revanche, la FNCCR souligne que la mise à disposition des données est un point fondamental pour la MDE. Ainsi, pour les usagers consommateurs, la FNCCR souhaite :

- La mise à disposition des usagers consommateurs d'informations gratuites sans facturation additionnelle indispensables à la maîtrise de leur consommation d'énergie (consommation journalière accessible facilement dans le foyer : internet, TV, smart phone, ...);
- Un niveau minimal d'informations apportées dans le cadre du service public gratuitement assorti d'une possibilité de signal d'alerte ;
- Un tel apport serait la garantie d'un accès pour tous les usagers à un socle de données minimales de base gratuites qui ne pourra que faciliter la compréhension des offres et par conséquent le dialogue avec les fournisseurs.

Concernant les données pour les autorités organisatrices, la FNCCR souhaite :

- disposer des informations nécessaires à l'exercice de leur compétence, notamment concernant la sécurité du gaz distribuée (suivi des incidents, fuite...) et le développement et la sécurisation des réseaux en cohérence avec l'article 21 de la loi NOME pour la programmation pluriannuel des investissements ;
- garantir la protection de la vie privée (confidentialité des données ...) et proposer, comme pour l'électricité, de réserver l'accès aux données brutes à des agents de contrôle habilités et assermentés de l'autorité concédante, et en le subordonnant à un accord préalable des usagers concernés.

Question 4 : Quel est votre point de vue concernant une condition de résultats des appels d'offres pour mettre en œuvre le déploiement généralisé du système de comptage évolué de GrDF ?

La FNCCR souscrit au fait que des dispositions puissent être prises afin de garantir le non dérapage en termes de coûts du projet par rapport aux niveaux évalués dans le cadre de l'étude technico-économique mais reste consciente de la sensibilité du projet à certains facteurs d'incertitudes.

Question 5 : Quel est votre point de vue sur les opportunités permises par le développement des systèmes de comptage évolué en gaz ?

La FNCCR rappelle que la mise à disposition des données est un point fondamental pour la MDE (cf. question n°3). La FNCCR a demandé de rendre obligatoire la transmission directe et gratuite au consommateur, par conséquent sans facturation additionnelle, par le gestionnaire du réseau de distribution, d'un niveau minimal d'informations sur sa consommation. La FNCCR souhaite également qu'un service d'alerte puisse être proposé aux consommateurs ainsi qu'un accompagnement spécifique le cas échéant, notamment pour les ménages vulnérables. L'évolution du comportement des consommateurs finals vers une véritable sobriété énergétique étant ardemment recherchée compte tenu de la tendance lourde d'une énergie qui risque d'être durablement chère, il est indispensable que ceux-ci disposent d'un niveau minimal d'informations apportées dans le cadre du service public. Un tel apport serait la garantie d'un accès pour tous les usagers à un socle de données qui ne pourra que faciliter la compréhension des offres et par conséquent le dialogue avec les fournisseurs.

Concernant les autorités organisatrices, la FNCCR rappelle (cf. question n°3) que le développement des systèmes de comptage évolué devrait permettre de disposer des meilleures informations nécessaires à l'exercice de leur compétence, notamment concernant la sécurité du gaz distribuée (suivi des incidents, fuite...), le développement et la sécurisation des réseaux en cohérence avec l'article 21 de la loi NOME pour la programmation pluriannuel des investissements mais également la qualité de service et les réclamations...

Question 6 : Que pensez-vous de la mise en œuvre d'un cadre de régulation spécifique au projet de comptage évolué de GrDF ?

La FNCCR considère qu'il est nécessaire de disposer d'une traçabilité propre au projet de compteur évolué afin de maîtriser les coûts et les délais avancés.

Question 7 : Avez-vous des remarques sur le mécanisme de régulation incitative envisagé par la CRE ?

La FNCCR rappelle que l'article 13 modifié de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 dispose qu'un gestionnaire de réseau de distribution de gaz exerce ses missions « dans le cadre des cahiers des charges de concession et des règlements de service des régies ». La loi précise que c'est bien dans ce cadre que le GRD est chargé notamment « d'assurer, dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires, l'accès aux réseaux » et de « réaliser l'exploitation ... de ces réseaux ».

Question 8 : Que pensez-vous des indicateurs de suivi de la performance envisagés par la CRE ?

Concernant les indicateurs proposés, la FNCCR souhaite préciser leur périmètre afin de disposer d'une connaissance précise de ces derniers via la définition des numérateurs et dénominateurs, puisqu'il s'agit pour l'essentiel de taux.

Question 9 : Que pensez-vous de la demande de GrDF d'attribution d'une prime de 300 points de base concernant la rémunération des actifs de comptage de son projet ?

La FNCCR comprend la demande de GrDF de disposer d'une prime de risque en quelque sorte compte tenu du caractère exceptionnel du projet de compteurs évolués mais si elle devait avoir lieu demande à ce qu'elle soit conditionnée aux mécanismes incitatifs susvisés. Dès lors une prime de 300 points de base peut paraître importante. La FNCCR se pose la question de la durée de cette prime puisqu'elle comprend que celle-ci pourrait s'effectuer sur une dizaine d'année.

Question 10 : Que pensez-vous du traitement tarifaire envisagé par la CRE concernant la couverture des charges d'exploitation supportées par GrDF sur la période tarifaire en cours ?

S'agissant des charges d'exploitation liées au projet de comptage évolué sur la période comprise entre mi 2013 et fin 2015 et non prises en compte par le tarif à ce jour, la FNCCR est favorable à ce qu'elles soient intégrées dans le cadre de la mise à jour de l'ATRD4 de GRDF.

Question 11 : Que pensez-vous du traitement tarifaire envisagé par la CRE concernant la couverture des coûts échoués générés par le remplacement des compteurs par anticipation pendant la phase de déploiement ?

Avis favorable.

Question 12 : Que pensez-vous de la demande de GrDF concernant la réévaluation annuelle de ses actifs de systèmes d'information spécifiques au projet de comptage évolué ?

La FNCCR considère que les informations rendues publiques à l'occasion de la présente consultation publique ne sont pas suffisantes pour pouvoir appréhender la justification de la demande de GrDF concernant les modalités d'intégration

dans la BAR des actifs relatifs au système d'information et spécifiques au projet de comptage évolué.

QUESTIONS RELATIVES AU LANCEMENT DE LA PHASE DE DEPLOIEMENT GENERALISE DE LA SOLUTION

Question 13 : Etes-vous favorable au lancement du déploiement généralisé du projet de compteurs évolués de GrDF dans les conditions présentées dans ce document ?

La FNCCR est favorable au lancement du déploiement généralisé des compteurs évolués de GRDF sous réserve des observations qu'elle a formulées dans le cadre des groupes de travail y afférant ainsi qu'en réponse à la présente consultation publique.

Question 14 : Avez-vous toute autre remarque sur le projet de comptage évolué de GrDF ?